

environ vingt-cinq ans. Pendant un certain temps il a fourni du foin au Pacifique, c'est-à-dire à la Dominion Transport Company, occupée aux travaux de transport à Montréal pour le compte du Pacifique. Plus tard il a construit des voies d'évitement sur plusieurs chemins de fer, à certains endroits, comme Hochelaga, la Pointe Saint-Charles et autres gares à marchandises à Montréal, et il a érigé des plates-formes pour faciliter le chargement du fumier dans les wagons.

La grande compagnie de camionnage préposée à la manutention du fumier des cours à bestiaux peut rendre le fumier aux voies d'évitement et le charger dans les wagons, du haut des plates-formes de M. LeFebvre. Quant aux propriétaires d'étables ou écuries de moindre importance, qui n'ont pas de tombereaux, ils ont coutume de demander à M. LeFebvre de venir chercher le fumier au fur et à mesure qu'il s'accumule. M. LeFebvre touche, pour cela, de \$1 à \$2 par voyage, ce qui serait alloué à tout autre charretier. Je ne m'en plains pas, mais je trouve que M. LeFebvre est plus heureux que n'importe quel cultivateur qu'il puisse y avoir au Parlement ou dans tout le Canada, car depuis qu'il se livre à cette occupation il a amélioré son sort en s'assurant un marché plus vaste, c'est-à-dire celui des Etats-Unis. Il y a, non loin de Rouse's Point, un nommé Miner qui achète de M. LeFebvre nombre de wagons de fumier pour sa ferme. Je ne crois pas que l'on puisse voir au Canada une ferme aussi belle que celle-là. Elle compte au moins douze à quinze mille acres. M. Miner vaut des millions et il veut améliorer son terrain et produire des légumes de toutes sortes pour le grand marché de New-York. Les cultivateurs de ma région ne peuvent rivaliser avec lui, parce qu'ils n'ont pas assez d'argent. Pendant la guerre nous avons dû acheter du fumier de M. LeFebvre à n'importe quel prix, car nous en avions besoin. A cette époque, les cultivateurs pouvaient le payer cher parce qu'ils ont vendu leurs pommes de terre à un prix très élevé pendant deux ou trois ans; mais comme on l'a souvent répété ici depuis l'ouverture de cette session, le prix des choses nécessaires à la vie, le prix des produits agricoles surtout, a diminué. Au prix que se vendent les légumes actuellement, la culture maraîchère ne saurait être aussi profitable qu'elle l'était. Que va-t-il arriver si nous ne pouvons empêcher cette homme-là d'exporter ainsi du fumier qui ne lui coûte pour ainsi dire rien? La poli-

tique que je prône n'est pas libérale, certains de mes amis ont trouvé qu'il serait antilibéral de mettre l'embargo sur le fumier. Les députés de l'Ouest n'ignorent pas que nos terres sont cultivées depuis très longtemps et qu'elles ont besoin de fumier. On nous demandera peut-être pourquoi nous n'achetons pas d'engrais chimiques. A cela je réponds que les engrais chimiques ne sauraient remplacer le fumier avec avantage. Mon père, à l'époque où je travaillais sous sa direction, me disait d'employer beaucoup de fumier si je voulais réussir comme cultivateur, et je crois qu'il avait raison. Le comté que j'habite est situé au sud de Montréal, il commence à un mille du pont Victoria et s'étend vers le sud. Il y a vingt ans nous fournissions au marché Bonsecours à Montréal environ 2 p. 100 des légumes que consommait la population de cette ville. Ceux qui ont visité Montréal il y a quelques années et y sont retournés cette année ou l'année dernière peuvent dire que la culture maraîchère a beaucoup diminué dans cette région qu'on appelait, il y a vingt ans, "le jardin de Montréal".

Que voit-on au départ de la gare Windsor ou de la gare du Grand-Tronc pour se rendre à Sainte-Anne? De petits buissons de toutes sortes, des cerisiers incultes et maintes variétés de mauvaises herbes; mais non pas ce qu'on aurait pu contempler il y a vingt ans: des melons, des concombres, des choux et toutes les espèces de légumes destinés à l'approvisionnement des citoyens de Montréal. La fièvre de la spéculation immobilière s'est emparée de Montréal comme de l'Ouest et elle a enrichi les cultivateurs grâce à la vente de leurs terres.

M. McMASTER: Ceux qu'on a payés.

M. LANCTOT: En effet; ceux qu'on n'a pas payés ne se sont pas enrichis et ils ont dû reprendre leurs terres, j'imagine. Cependant, la situation a changé; afin de récolter des légumes pour alimenter la population de Montréal, les habitants de la rive sud du Saint-Laurent ont été obligés de remplacer les jardins de l'île et de se livrer à la culture mixte, ainsi qu'à la culture maraîchère. Il y a dix ans ou plus, qu'ils sont à l'œuvre, et je déclare sans craindre la contradiction que ma circonscription produit maintenant plus de légumes que l'île entière de Montréal.

Comme il est notoire, nous avons eu et nous avons encore un bon gouvernement dans la province de Québec où notre collègue, le présent ministre de la Justice (sir